



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 JANVIER 1990 N° 185

PRIX : 4 FF



Un soldat sénégalais scrutant
la rive mauritanienne du fleuve

SOMMAIRE

AU

VERSO

MAURITANIE-SENEGAL

LA SEULE GUERRE A MENER

C' EST CELLE DES PAUVRES

CONTRE LES RICHES

SOMMAIRE

Pages 2, 3 et 4

- Editorial

Page 5

- Grève des travailleurs au Mozambique

Page 6

- Immigration: manifestation devant le consulat du Sénégal

Page 7

- Mali: un budget dans lequel vont piocher les Galonnés

Page 8

- Tchad: le vote, par la force et l'intimidation

- Libéria: l'armée massacre

Pages 9, 10 et 11

- Zimbabwe: une dictature de moins en moins déguisée

Pages 11, 12 et 13

- Roumanie: Après Ceausescu, toujours la dictature

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli fermé: 70 FF

- Pli ouvert: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

A D R E S S E

DUFEAL COMBAT - OUVRIER, pour le PAT, B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

MAURITANIE-SENEGAL

LA SEULE GUERRE A MENER,

C'EST CELLE DES PAUVRES CONTRE LES RICHES!

Le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie est-il en train de s'envenimer et de devenir un conflit militaire ouvert? Ces derniers jours, les deux armées qui depuis le début du conflit sont massées le long du fleuve, de chaque côté - mais ne s'étaient pas encore directement affrontées par les armes - ont connu pour la première fois des affrontements directs avec mort d'hommes.

Le 27 décembre dernier, une grenade à fusil tirée depuis la rive mauritanienne aurait tué un caporal chef et blessé un sergent chef de l'armée sénégalaise; un civil aurait également trouvé la mort suite à ses blessures.

Les deux gouvernements n'ont jusqu'à présent rien dit sur ce qui s'était passé comme s'ils ne voulaient pas aggraver le conflit. Il semblerait que l'armée sénégalaise aurait riposté et fait quatorze morts du côté mauritanien.

Il est difficile de savoir exactement ce qui s'est passé. Est-ce que l'affrontement a été déclenché par le sommet des appareils d'Etat ou est-ce tout simplement le fait de l'excitation de certains galonnés locaux belliqueux?

Des deux côtés on met publiquement l'accent sur la solution pacifique du conflit. Mais sur les rives du fleuve, la situation reste tendue, sinon elle semble s'aggraver depuis la décrue du fleuve. Les terres du Walo qui étaient inondées depuis le début de l'hivernage sont maintenant redevenues cultivables. Et les Sénégalais ou Négro-africains de la Mauritanie dont les champs se trouvent sur la rive droite du fleuve voient que leurs terres sont occupées par d'autres qui y cultivent.

Les Beïdanes riches qui avaient récupéré ces terres y font travailler les Haratines. Certains de ceux qui sont expropriés, plus particulièrement les éleveurs, s'organisent, y compris en s'armant. Ils vont de l'autre côté du fleuve, qui pour récupérer leur bétail et leurs biens, qui pour brûler leurs champs occupés par d'autres. Des fois, ils se vengent en prenant le bétail qu'ils trouvent sur leur chemin.

Cela provoque une réaction également violente du côté des Beïdanes. Et les choses peuvent ainsi aller en s'aggravant, comme par une réaction en chaîne. Les armées semblent ainsi, elles aussi, entrer petit à petit dans la spirale.

... / ...

Ici dans l'immigration, un certain nombre de travailleurs disent que tout cela, c'est la faute aux Beïdanes, "que c'est un peuple belliqueux qui ne connaît que la force", etc. Cette réaction des travailleurs est bien sûr directement liée à ce que vivent leurs parents qui sont au bord du fleuve. Nombreux sont ceux qui ont perdu leur bétail, leurs champs voire tous leurs biens. On compte officiellement 40.000 réfugiés au Sénégal.



Mais ce n'est pas par hasard non plus que ce conflit prend la couleur d'un conflit entre Beïdanes et Négro-africains. Au départ, lorsqu'il a éclaté à Diawara, il opposait des éleveurs peulhs aux cultivateurs soninkés, tous des Négro-africains. C'est par la suite qu'il est devenu ce qu'il est: les Arabo-berbères et les Haratines d'un côté, et les Négro-africains c'est-à-dire les Soninkés, les Peulhs, les Wolofs et les autres ethnies "noires" d'un autre côté.

Les deux Etats ont une grande responsabilité dans cette affaire. Mais pas les dirigeants au pouvoir seulement. Il y a eu également, à côté des deux gouvernements, des mouvements nationalistes (y compris ceux qui se disent de l'opposition) qui ont profité de ce conflit, voire qui ont contribué à son aggravation pour promouvoir leurs ambitions politiques.

On a souvent entendu de la bouche d'un certain nombre de dirigeants de ces mouvements (cela va d'Abdoulaye Wade du PDS à ceux du FLAM et d'autres organisations nationalistes "négro-africaines") l'argument à peine voilé selon lequel tout cela, c'est la faute aux Beïdanes, que "c'est eux qui ont commencé", etc. Certains d'entre eux ont carrément appelé à la vindicte populaire pour "prendre la revanche" sur ceux qui n'étaient pour rien dans ce conflit. Wade et ses compères de l'"Alliance Sopi" n'hésitaient pas à dire que le gouvernement sénégalais était trop "mou".

Ces idées-là se véhiculent également dans notre propre milieu, parmi les travailleurs sénégalais d'ici. Mais c'est un piège qui ne peut que retomber sur les travailleurs eux-mêmes. Le nationalisme et le chauvinisme sont une politique que les bourgeois et les petits bourgeois en mal de privilèges utilisent pour aveugler les travailleurs et les exploités, pour qu'ils ne prennent pas conscience qu'ils ont des intérêts spécifiques à défendre.

Ce ne sont pas que les Beïdanes riches qui profitent de l'expropriation des petits paysans. Même du côté sénégalais, notamment du côté de Matam dans la Région du fleuve, on exproprie les pauvres. Cela n'est peut-être pas lié directement aux événements mais lié tout de même à la construction du barrage.

Dans cette région, ce ne sont pas les Beïdanes qui se sont appropriés les meilleures terres, les plus fertiles, les plus irriguées, les plus proches du fleuve. C'est la SAED, un organisme en partie dans les mains de l'Etat sénégalais, qui s'est taillé la part du lion. Un certain nombre de riches sénégalais, voire des marabouts capitalistes, notamment celui de Touba, se sont aussi précipités dans cette région convoitée de Matam pour s'offrir leur part avec la bénédiction de l'Etat, et au détriment des petits paysans qui, même s'ils peuvent garder quelques petits lopins de terre, n'ont pas les moyens de pratiquer la culture irriguée.

Du côté mauritanien, avant même que le conflit éclate, les riches commencent déjà à acheter des terres pour une bouchée de pain (c'est aussi une expropriation) en intimidant les paysans. Ce sont les Beïdanes riches qui, une fois que le conflit a démarré, ont pris de force les terres des petits paysans sur les rives du fleuve. Ils y font travailler les Haratines en les exploitant au maximum. Ce sont aussi eux qui les envoient, au risque de leur vie, accomplir les basses besognes.

Alors il faut que les exploités, tous ceux qui souffrent de ce conflit parce qu'ils ont perdu leurs seules sources de revenus, aient une autre politique que celle proposée par les nationalistes. En accusant les Beïdanes en général, ils ne font en réalité que renforcer le camp de ceux qu'ils prétendent combattre. Ils donnent ainsi des arguments supplémentaires aux Beïdanes riches pour tromper et embrigader les Beïdanes pauvres. Les premiers pourront ainsi dire à ces derniers que leurs intérêts sont les mêmes et qu'il faut qu'ils s'unissent pour les défendre. De même que tous les Noirs n'ont pas les mêmes intérêts (quoi qu'en pensent les nationalistes), tous les Beïdanes n'ont pas non plus les mêmes intérêts.

La terre ne doit pas appartenir à celui qui la possède (fût-elle une "propriété ancestrale"), mais à celui qui la travaille. Les paysans négro-africains ont été spoliés de leurs seules maigres "richesses"; ils ont raison de se défendre. Mais ce n'est pas en accusant les Haratines, avec mépris, de se comporter comme les esclaves des Beïdanes qu'ils affaibliront les Beïdanes riches. C'est au contraire en disant aux Haratines que la terre, quel qu'en soit le propriétaire, on doit la partager entre pauvres, de même que toutes les autres richesses produites de l'exploitation des hommes par d'autres hommes. Cette politique est à l'opposé de celle des nationalistes car elle ne correspond pas aux intérêts des riches.

Alors, tous les petits conflits locaux peuvent demain se transformer en guerre ouverte entre les deux Etats. Les dirigeants essayeront chacun de leur côté de mettre leur population dans leur camp pour la faire se battre. Mais les travailleurs et les exploités, eux, au lieu de se battre entre eux ont tout intérêt à se préparer pour transformer cette guerre en guerre de pauvres contre riches, exploités contre exploités, quelles que soient les frontières artificielles qui les séparent.

MAURITANIE - MALI - SENEGAL

CONFLITS CONCERNANT LE BETAIL

Depuis quelques mois, des affrontements éclatent régulièrement entre des populations beïdanes et négro-africaines à la frontière des trois pays. Il y a un certain nombre d'éleveurs mauritaniens qui ont été expulsés vers le Sénégal et d'autres ont été obligés de fuir vers le Mali car ils se sentaient menacés. Tous ces gens-là, la plupart de leur bétail a été confisqué par les autorités mauritaniennes.

De ce fait, actuellement il y a des bandes armées, basées au Sénégal et au Mali, qui font des incursions en Mauritanie pour récupérer leur bétail et en même temps, elles en profitent pour prendre tout bétail qu'elles trouvent sur leur passage. Ceci est souvent fait sous l'oeil bienveillant des autorités maliennes et surtout sénégalaises.

Quant aux Beïdanes, eux, ils utilisent les Haratines qu'ils envoient dans des villages frontaliers s'emparer du bétail en attaquant par surprise des bergers, souvent des villageois soninkés, comme ce fut le cas à Séléféfé, à Melga et à Souyena au Mali. Une fois que ce bétail traverse la frontière, l'armée mauritanienne intervient pour empêcher toute poursuite contre les Haratines.

Telle est la situation qui risque encore de s'aggraver car les autorités de ces trois pays ne font rien pour empêcher ces agissements. Bien au contraire, elles cherchent à attiser la division entre les différentes ethnies de cette région. Et pourtant les populations pauvres, quelles soient haratines, négro-africaines ou beïdanes, n'ont aucun intérêt à s'entretuer parce qu'elles n'ont rien à gagner dans cette politique criminelle.

LA GREVE DES TRAVAILLEURS AU MOZAMBIQUE

Le 4 janvier dernier, des dizaines de milliers de travailleurs du Mozambique se sont mis en grève. Maputo, la capitale, était complètement bloquée. Le chemin de fer était paralysé, les bus étaient arrêtés. Les ouvriers de la municipalité, ceux des usines métallurgiques et du textile ont cessé le travail.

Cette grève était une protestation contre les augmentations des prix. Sous la pression du FMI, le gouvernement avait pris un certain nombre de mesures et en particulier la libéralisation des prix des produits de consommation. Ce qui veut dire voler directement de la poche des salariés pour satisfaire les exigences du FMI.

Heureusement les travailleurs du Mozambique ne l'ont pas entendu de la même oreille. Le 4 janvier les travailleurs se sont mis en grève et le 7 janvier le gouvernement a cédé à la pression en accordant 16% d'augmentation générale des salaires.

Voilà un exemple qui montre que lorsque les travailleurs agissent ensemble contre les mesures du gouvernement, ils arrivent à le faire céder. L'Etat a certes l'armée et la police pour régner faire son ordre. Par contre, lorsque les ouvriers cessent de travailler et arrêtent le fonctionnement de la machine économique, cette force de répression est impuissante. Et au-delà des revendications d'ordre économique, les ouvriers peuvent faire aboutir des revendications politiques, mais cela demande une organisation indépendante, révolutionnaire des travailleurs.

IMMIGRATION

UNE MANIFESTATION CONTRE LES RETARDS DES MANDATS

Le mois dernier, les travailleurs sénégalais ont organisé une manifestation devant le consulat du Sénégal pour protester contre le retard dans le paiement des mandats envoyés aux familles restées au pays. Cette manifestation (conduite par l'Union des Travailleurs Sénégalais en France/ Action Revendicative) a été arrêtée par un barrage de CRS qui ont interdit l'accès au consulat du Sénégal.

Après discussion, une délégation a été reçue. Celle-ci a dit tout haut ce que tous les travailleurs sénégalais immigrés pensent, à savoir qu'il n'est pas normal qu'on envoie de l'argent aux familles pour leur nourriture et que sur place l'argent reste plusieurs mois sans que les destinataires ne puissent le toucher.

Selon le représentant du gouvernement, certains pays africains doivent plusieurs milliards à l'Etat sénégalais. C'est le cas des pays comme le Gabon et la Côte d'Ivoire qui ne paient jamais le transfert de fonds que les travailleurs sénégalais envoient au pays.

Les travailleurs ont répondu que cela n'est pas leur problème. Eux, ils envoient de l'argent. L'Etat français doit sûrement faire le transfert de fonds que les travailleurs envoient. Donc c'est l'Etat sénégalais qui est responsable des retards dans le paiement des mandats. Les manifestants exigent la résolution de ce problème.

HALTE AUX EXPULSIONS !

L'incursion de la police dans les foyers des travailleurs immigrés devient quelque chose de plus en plus courant. Les policiers ne se contentent plus de guetter les immigrés à la sortie du foyer ou dans les bouches de métro, mais ils entrent carrément dans les foyers pour faire des contrôles de papiers. C'est ce qui s'est passé récemment dans un foyer de la Verrière.

Nombreux sont les travailleurs sans papiers qui sont immédiatement expulsés sans aucune formalité. Cela se passe sans grand tapage médiatique comme lors du fameux charter de Pasqua, mais la méthode Joxe n'a rien à envier à celle de Pasqua. Depuis le discours de Mitterrand sur "l'arrêt de l'immigration", depuis qu'il a annoncé qu'il est pour l'application sévère de la loi contre l'immigration clandestine, la police de Joxe a, semble-t-il, repris du zèle.

A l'aéroport de Roissy, il y a en permanence un groupe de travailleurs accompagnés par la police, parfois les menottes aux poignets, pour y être embarqués. Théoriquement, selon la loi française, on n'a pas le droit de mettre quelqu'un dans l'avion sans son approbation. Alors, ceux qu'on escorte les poignets dans les menottes comme des criminels, sont certainement des volontaires!

Mitterrand avait dit dans son discours qu'aucune expulsion ne serait effectuée sans que les victimes n'aient eu la possibilité de se défendre au tribunal. Tout devrait se faire "dans la dignité", disait-il. Mais ce n'est pas le premier mensonge de Mitterrand. Il avait hypocritement critiqué la "loi Pasqua", mais la "loi Joxe" n'a rien de différent de celle de son prédécesseur. Elle est tout simplement plus hypocrite!

MALI

UN BUDGET DANS LEQUEL VONT PIOCHER LES GALONNES

Le gouvernement de Moussa Traoré a adopté le budget de l'Etat pour l'année 90. Ce budget s'élève à 238,473 milliards de FCFA. Il prévoit déjà des dépenses de 255,21 milliards et un déficit de 16,548 milliards. Après le vote du budget, le ministre des Finances, Tiéna Coulibaly, a déclaré "que 1990 sera marquée par la libéralisation totale des importations et des exportations. Ce qui permettra de mieux cerner les capacités réelles d'absorption des marchandises. Ainsi les lois du marché seront les seules à régir l'offre et la demande".



Voilà le bla-bla habituel de tous les ministres des Finances. Il y a une chose que ce petit commis et ses compères galonnés ont omis de dire, c'est où vont ces milliards que l'Etat encaisse chaque année? Et surtout, d'où viennent ces déficits chroniques? Ce n'est sûrement

pas les salaires des fonctionnaires qui occasionnent ces dépenses folles.

Le Mali fait partie des pays qui payent le plus mal leurs fonctionnaires en Afrique de l'Ouest. De nombreux petits fonctionnaires et employés de l'Etat restent souvent trois voire quatre mois sans toucher leurs payes. Et quand ils en touchent, c'est autour de 20.000 FCFA (soit 400 FF). Donc, le déficit du budget de l'Etat vient sûrement d'ailleurs.

On sait qu'un certain nombre de privilégiés détiennent des comptes bancaires en Suisse ou en France, d'autres possèdent même des villas, voire des châteaux sans compter d'autres privilèges dont eux et leurs familles profitent en nature: voyages gratuits, hospitalisation dans des hôpitaux sophistiqués comme celui de Neuilly; tout cela payé par la caisse de l'Etat. Pendant ce temps, les enfants des pauvres meurent de maladies infantiles. Bref, le budget de Moussa Traoré est un budget qui ne profite qu'aux riches et privilégiés, cela au détriment des pauvres.



TCHAD: LE VOTE, PAR LA FORCE ET L'INTIMIDATION!

Le dictateur Habré, comme on le sait, a été reconduit, par 99,08% de voix à la présidence pour 7 ans. Sur la manière de pousser au vote, "Info-Tchad", quotidien gouvernemental du 11 décembre dernier rapporte un des aspects. Sous le titre "le lait et le sang devant les urnes", on y lit notamment: "Pour convaincre l'électeur à prendre la bonne voie (...) certains membres des bureaux exhibent les deux bulletins: le blanc, "Oui", est le lait et le rouge, "Non", désigne le sang (...) Prends le blanc comme du lait. Foule au pied le rouge, signe du sang".

En fait, pour les membres des bureaux de vote, tous de l'UNIR, parti unique, il ne s'agit pas de "convaincre" mais plutôt de pousser, voire d'obliger les électeurs à voter "Oui". Un électeur, de passage récemment en France, raconte d'autres aspects pour intimider, forcer les gens à voter "oui". Il affirme que les recenseurs passent de concession en concession pour inscrire des gens sur les listes. Ils organisent des rafles au marché dans le même but. Le jour du vote, tous les bureaux sont surveillés par des agents en civil. Dans certains centres, les membres des bureaux regardent à travers le secco servant de l'isoloir pour repérer ceux qui auraient le malheur de voter non; dans d'autres, on vote sous les yeux des membres des bureaux.

Dans ces conditions, de peur des représailles, la plupart des électeurs choisissent le bulletin blanc. Des surveillants glissent eux-mêmes l'enveloppe dans l'urne. Des électeurs sont venus voter, juste pour le tampon sur la carte d'électeur. Cela peut servir lors des déplacements à l'intérieur du pays. Voilà quelques exemples des conditions dans lesquelles se sont déroulées ces élections, qualifiées bien évidemment de démocratiques par le régime.

LIBERIA: UNE REGION A FEU ET A SANG A CAUSE D'UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT

A la fin du mois de décembre, selon les déclarations des autorités libériennes, Samuel Doe, le dictateur au pouvoir, a échappé à une tentative de coup d'Etat. Ce qui est sûr, c'est que le 24 décembre, des dizaines d'opposants politiques ont été arrêtés et emprisonnés à Monrovia. Et surtout depuis le début de ce mois de janvier, la région de Nimba, à proximité des frontières avec la Guinée et la Côte d'Ivoire, est mise à feu et à sang. Sous prétexte que les populations de cette région ont soutenu des opposants, appelés rebelles, le gouvernement y mène une répression féroce.

La presse a parlé de centaines de morts parmi la population et des dizaines de milliers de gens qui sont partis se réfugier en Côte d'Ivoire et en Guinée. Il est fort probable que ceux qui se sont opposés au dictateur sont originaires de cette région. Et Samuel Doe fait payer la population par une répression sanglante. Cela ne fera qu'attiser les antagonismes ethniques et cacher les vrais problèmes.

Ceux qui ont voulu faire le coup d'Etat ne sont certainement pas différents de Samuel Doe lui-même. Ils veulent prendre le contrôle de l'appareil du gouvernement pour leurs ambitions personnelles et celles des quelques gens qui les suivent. Ils veulent se servir directement dans la mangeoire gouvernementale.

Ainsi les uns utilisent souvent la solidarité et les liens familiaux ou ethniques pour avoir une assise et des soutiens politiques afin d'entraîner des populations entières, et les autres n'hésitent pas à raser des villages, à exterminer femmes et enfants, soit-disant pour mater la rébellion. Dans tous les cas, ce sont les pauvres qui en sont les victimes.

ZIMBABWE: UNE DICTATURE DE MOINS EN MOINS DEGUISEE

Tout récemment, après de longues discussions, semble-t-il, le président Mugabé, soutenu en cela par Josua NKomo, a décidé de créer un parti unique. ce nouveau parti est le résultat de la fusion de leurs organisations respectives, la ZANU (Zimbabwe African National Union) et la ZAPU (Zimbabwe African People's Union). Il porte le nom de la formation dominante, celle de Mugabé, la ZANU.

Il paraît que le parti unique est nécessaire pour l'unité de tous les fils du pays en vue de la construction d'une nation. Mais cette chanson-là aussi, on l'a aussi déjà entendue ailleurs, dans les autres pays d'Afrique qui croupissent sous la dictature. En vérité, avec la création d'un parti unique, Mugabé parachève ainsi le processus de sa propre dictature qu'il a commencé à imposer au pays dès l'avènement de l'indépendance en 1980.

Le Zimbabwe était, il n'y a pas longtemps, ce pays qu'on appelait la Rhodésie. Il y régnait une situation semblable à celle que l'on connaît aujourd'hui en Afrique du Sud. Ancienne colonie britannique, la Rhodésie était dirigée et administrée en fonction d'un ensemble de lois ségrégationnistes et racistes. Le pouvoir était entre les mains d'une minorité de Blancs qui dominaient l'écrasante majorité de la population noire. Celle-ci n'avait aucun droit, à part celui de subir des exactions, des humiliations et d'être sauvagement exploitée pour le grand bien des hommes d'affaires et capitalistes blancs et des puissances impérialistes telles que les USA, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, etc, qui soutenaient la ségrégation en Rhodésie.

Mais grâce aux luttes, aux sacrifices énormes consentis par les populations noires, surtout les pauvres des villes et des campagnes, l'impérialisme et les capitalistes blancs ont fini par céder. En 1980, la Rhodésie est devenue un pays indépendant sous le nom de Zimbabwe, avec un président noir des ministres noirs et une majorité de députés noirs à l'assemblée.

Mais là s'arrête le changement. Dans la vie réelle des petites gens, même si l'humiliation et le racisme des Blancs n'existent plus, il n'y a pas eu de grands bouleversements. L'indépendance chèrement payée par les pauvres n'a pas empêché le Zimbabwe d'être un pays aussi banal que n'importe quelle dictature en Afrique. Avant l'indépendance, il y avait dans le pays des organisations politiques, syndicales de masse qui, toutes combattaient le fait colonial ségrégationniste. Mais dès que les nationalistes, les Mugabé et autres NKomo, ont pris le pouvoir, ils ont imposé leur ordre à eux contre toute forme indépendante de liberté. Bien avant l'imposition du parti unique, les libertés les plus élémentaires étaient bafouées dans ce pays.

Le parti unique n'est qu'une manifestaion de la volonté d'imposer leur dictature une fois pour toute. Le Zimbabwe vit aujourd'hui sous le régime de l'Etat d'urgence, un régime qui permet au gouvernement de maintenir des personnes en détention illimitée. Les arrestations arbitraires y sont fréquentes.

En octobre dernier, par exemple, à l'université de Harare, la capitale, les étudiants ont manifesté contre la corruption, l'embourgeoisement des dirigeants et des brutalités policières. Et cela a été un prétexte suffisant pour que le gouvernement lâche des troupes sur l'université. Celle-ci a été fermée, plusieurs étudiants ont été arrêtés, brutalisés, leurs résidences attaquées au gaz lacrymogène. Le dirigeant syndicaliste Morgan Tswangirai, secrétaire général de Zimbabwe Congress of Trade Unions, a été aussi arrêté pour avoir publié un communiqué de soutien au mouvement contestataire des étudiants.

Le mécontentement est grand dans le pays, surtout dans les milieux pauvres des villes et des campagnes, ceux-là mêmes dont les luttes et sacrifices ont permis l'avènement de l'indépendance: misère, chômage, malnutrition, demande des terres,

insuffisance des transports, licenciements, mise à pied pour fait de grève, blocage des salaires, la dictature d'un parti unique, etc, tels sont les problèmes.

Dans les villes, plusieurs fois les travailleurs ont manifesté autour des questions salariales. Dans les campagnes, les paysans pauvres attendent toujours la distribution des terres pour lesquelles ils ont lutté pendant des années. Les meilleures terres sont toujours entre les mains d'une minorité de fermiers blancs et une poignée de propriétaires noirs.

Avant l'indépendance, 50% des terres cultivables étaient entre les mains des Blancs qui ne représentaient que 3% de la population. Aujourd'hui la situation est encore plus avantageuse pour les fermiers riches. Ceux-ci, blancs et noirs, ne sont au total que 4 300 et exploitent la plus grande partie des meilleures terres, alors que les petits paysans qui constituent l'écrasante majorité de la population noire se contentent de quelques lopins arides et/ ou surtout du rêve et de l'espoir de voir les meilleures terres distribuées un jour.

Il y a dans le pays 4.500 fermes d'une superficie moyenne de 200 hectares exploitées par des fermiers blancs pour des grandes exploitations commerciales. Les grands propriétaires noirs, eux, exploitent 8.500 fermes d'une superficie moyenne de 125 hectares, alors que 7.000 petits paysans sont établis sur des lopins de 2 à 5 hectares où ils font des cultures vivrières.

L'économie du pays reste toujours organisée autour de la petite communauté blanche qui continue à faire des bénéfices exorbitants sur le dos des pauvres. Les statistiques pour le premier trimestre 1989 montre une certaine progression du secteur minier et manufacturier qui, apparemment n'est pas de nature à déplaire au président de la Banque Mondiale qui considère le Zimbabwe comme "un modèle en Afrique". C'est tout un aveu.

Le nationalisme, de quelque façon qu'il s'exprime ou s'applique, ne mène qu'à une impasse. L'exemple du Zimbabwe le démontre une fois de plus. Si l'indépendance a apporté un changement quelque part dans ce pays, ce n'est surtout pas dans la vie des pauvres, des opprimés, qui, de toutes les façons n'avaient pas le choix et avaient raison de se battre contre le régime raciste de l'ancienne Rhodésie.

On a remplacé l'oppression coloniale par celle des riches et l'indépendance n'a essentiellement servi que les intérêts de tous les bourgeois, blancs et noirs et de l'impérialisme, à qui elle permet aujourd'hui d'accumuler de privilèges et de faire des affaires, de s'enrichir sur le dos des opprimés du Zimbabwe.

Ce qui se passe au Zimbabwe risque de se reproduire demain en Afrique du Sud si le prolétariat noir n'évite pas le piège de l'unité, sans distinction aucune, de tous les Noirs et ne trouve pas sa propre voie, celle de ses tâches et intérêts spécifiques.

L'exemple du Zimbabwe est fort positif et édifiant pour les bourgeois sud-africains, noirs et blancs, et l'impérialisme. Et ils peuvent s'en inspirer pour sauver l'essentiel de leurs intérêts.

Aussi est-il de l'intérêt des opprimés de l'Afrique du Sud de lutter non uni-

quement contre l'oppression raciale mais contre toutes les oppressions, de quelque nature que ce soit, notamment celle des bourgeois, afin que demain ils n'aient pas à se contenter des privilèges illusoires d'une nation mais que leurs conditions d'existence changent réellement et que la vie soit à la hauteur des luttes et des sacrifices dont ils font preuve depuis des années.

R O U M A N I E

LES POPULATIONS ROUMAINES EN ONT FINI AVEC CEAUCESCU,

MAIS PAS AVEC LA DICTATURE

Le vent des révoltes populaires qui a soufflé ces derniers temps dans les pays de l'Est a balayé les dictatures mises en place depuis des décennies et a abouti à quelques réformes décidées à la hâte d'en haut.

Mais c'est en Roumanie que ces révoltes plus ou moins pacifiques ailleurs ont pris une tournure un peu plus radicale, et même sanglante, parce que le dictateur sanguinaire Ceaucescu a tenté de se maintenir au pouvoir, mais aussi parce que la dictature était plus féroce et la pauvreté plus grande.

Pour payer les dettes extérieures du pays, le régime de Ceaucescu a augmenté les exportations en viande, en blé et autres produits agricoles. Il en résulte que les magasins étaient vides, le pain était rationné, la consommation de l'essence et de l'électricité était limitée.

Cette situation de misère à laquelle s'ajoutait la dictature a créé un mécontentement grandissant. C'est dans une telle situation que le 17 décembre, à Timisoara, 50.000 personnes ont manifesté contre une des mesures vexatoires du régime dictatorial. Il s'agissait de protester contre la mesure de déportation d'un pasteur contestataire.

Cette manifestation pacifique a gagné au début la sympathie des soldats qui ont d'ailleurs fraternisé avec la population. Mais elle s'est terminée dans un véritable massacre faisant des milliers de victimes.

Cependant la manifestation n'a pas été étouffée par la répression sauvage. Au contraire, elle a dégénéré en une insurrection populaire qui s'est étendue notamment à Bucarest où tout a basculé à la suite d'un grand meeting transformé en une manifestation monstre contre le "Conducator".

. . . / . . .

La fraternisation des soldats à Timisoara et l'ampleur de la manifestation à Bucarest ont convaincu les dignitaires du régime écartés du pouvoir et l'état-major de renverser le dictateur afin de court-circuiter le soulèvement populaire avant que les masses ne prennent conscience de la nécessité de prendre elles-mêmes le pouvoir.



Ceausescu est rapidement exécuté après un simulacre de procès par ses successeurs. Ceux-ci voulaient ainsi éviter que ne soit publiquement montré le fait qu'ils portent eux aussi la responsabilité de la dictature.

Un nouveau gouvernement est aussitôt constitué: le conseil du Front de Salut, présidé par un ex-dignitaire Iliescu, concentre dans ses mains presque tous les pouvoirs.

Pour désarmer le mécontentement populaire, le nouveau gouvernement a promis la semaine de cinq jours (au lieu de six) aux travailleurs, la possibilité pour les paysans d'avoir un lopin de terre et il a bloqué pour un temps les exportations des produits alimentaires afin d'approvisionner les magasins. Il a aussi reconnu le droit d'associations et de

la liberté de presse.

Mises à part ces quelques réformes, rien n'est changé au niveau de l'administration ni au niveau des "forces de l'ordre", à l'exception de la "Securitate" (la garde prétorienne de Ceausescu) qui, elle, a été dissoute.

La mise en place rapide d'un nouveau gouvernement est accueillie avec satisfaction par les dirigeants occidentaux qui ne voulaient surtout pas que les événements prennent un caractère "anarchique" et se terminent par un pouvoir imposé par le peuple insurgé.

Les classes pauvres de Roumanie ont peu des raisons de satisfaction, même si elles ont imposé pour un certain temps quelques libertés démocratiques.

Lors de l'insurrection, elles n'avaient pas d'organisations propres à elles, elles n'étaient pas préparées à diriger elles-mêmes leurs luttes, elles n'avaient pas conscience de la nécessité d'intervenir politiquement pour défendre un programme à elles.

C'est pourquoi les héritiers de Ceausescu se sont emparés facilement du pouvoir. Il reste à espérer que les travailleurs roumains sauront tirer les leçons des récents événements et qu'à la prochaine occasion, ils ne laisseront pas certains dignitaires du régime se poser en opposants et prendre la place de leurs compères.

En Roumanie, comme dans les autres pays de l'Est, les populations ont fait tomber -non pas des régimes communistes- mais des dictatures héritées du stalinisme qui, au fond, est une idéologie nationaliste et bourgeoise.

... / ...

En renversant le dictateur sanguinaire Ceaucescu, les insurgés roumains ont montré qu'une dictature, si féroce soit-elle, ne peut résister à la détermination des masses en révolte.



Pour nous, travailleurs africains, qui venons d'un continent où partout règnent la dictature et la misère,

nous devons nous attendre à ce que, tôt ou tard, un vent de révolte, peut-être plus fort que celui qui vient de souffler dans les pays de l'Est, balaie les régimes dictatoriaux africains.

Cela n'est pas un vain espoir. Au contraire, cela peut se produire plus tôt qu'on ne le pense.

C'est pourquoi, si nous ne voulons pas être pris au dépourvu, si nous voulons éviter qu'une fraction de la classe dirigeante se déguise en "amie" pour récupérer le fruit de nos révoltes, c'est maintenant que nous devons nous préparer en nous organisant politiquement en tant que travailleurs, en tant que pauvres.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.